

Migration: sifflons la mi-temps de la course à l'échalote

Paris, le 10 mai 2023 - Alors que la Première Ministre Elisabeth Borne avait annoncé le report à l'automne du projet de loi asile et immigration du gouvernement, faute de majorité parlementaire et invoquant ne pas vouloir de "débat sur un sujet qui pourrait diviser le pays", celui-ci sera finalement présenté en juillet. Dans le même temps, Les Républicains proposeront un double projet de loi début juin disant vouloir "mettre fin au chaos migratoire" en France. Dans cette situation, le seul véritable chaos prévisible, c'est celui du débat parlementaire impossible.

Suite à la réforme des retraites, la contestation populaire et le sentiment de défiance des français vis-à-vis du gouvernement ne faiblit pas. A l'Assemblée Nationale, les 100 jours d'apaisement voulus par la Première Ministre semblent déjà mis à mal, en raison notamment de la proposition de loi pour abroger le report légal de l'âge de départ à la retraite que le groupe Liot défendra le 8 juin prochain.

C'est dans ce contexte que Les Républicains feront début juin une proposition de loi ordinaire et une proposition de loi constitutionnelle sur l'immigration, insatisfaits du contenu et du calendrier du texte du gouvernement. En réaction, le gouvernement, après en avoir annoncé le report à l'automne, prévoit de présenter à nouveau un projet de loi en juillet.

« L'immigration fait l'objet, une fois de plus, d'une instrumentalisation au service de tactiques politiques partisans. Loin de la concertation et de l'apaisement, c'est une véritable course à l'échalote lancée entre le gouvernement et les oppositions parlementaires, qui dans le contexte inflammable actuel n'a aucune chance d'emporter l'adhésion d'une majorité, ni des français ni de leurs représentants aux parlement. Nous appelons le Président de la République à siffler une mi-temps, un temps de respiration salutaire pour tenir sur la migration un débat citoyen serein et éclairé, qui pourra sur la base de ses propositions, laisser par la suite la place à un travail parlementaire apaisé et constructif » a déclaré Vanessa Krycève, présidente de l'association *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration* et porte-parole de la campagne *Pour un débat apaisé*.

Les conventions citoyennes ont été saluées par Emmanuel Macron comme une véritable "œuvre de réinvention démocratique" à un moment de troubles où "la conception séculaire de la démocratie représentative est bousculée", précisant que, sans se substituer à la délibération parlementaire, "elle la prépare et surtout, dans certaines circonstances, elle la permet", représentant "l'antidote à une forme de démocratie du commentaire permanent ou de la confrontation permanente des avis irréductibles".

Sur la migration, cet instrument sera enfin en mesure de refroidir les passions brûlantes. **Nous renouvelons donc notre appel à Emmanuel Macron pour tenir, dès 2023, une convention citoyenne sur la migration.**

* * *

A propos de l'appel à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration: issu d'un groupe de citoyens engagés et porté par l'association loi 1901 *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration*, qui mène la campagne de mobilisation ***Pour un débat apaisé*** invitant les citoyens et la société civile dans son ensemble à se joindre à l'appel au Président de la République, Emmanuel Macron, et à son gouvernement, pour la tenue d'une convention citoyenne sur la migration.

Contacts presse

Robert Morel - presse@conventioncitoyennesurlamigration.fr - 06 59 35 23 15

web: <http://pourundebatapaise.fr/>

Dossier de presse complet disponible sur demande.